



LA FRANCE RACISTE OU LE POURRISSEMENT PAR LA TÊTE ? RETOUR SUR LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES D'AVRIL-MAI 2002 EN FRANCE

Raphaël CANET

Coordonateur, Chaire MCD

Séisme (Le Figaro), choc (Le Parisien), triomphe de la *France affreuse* (Libération) ou véritable *blessure* (Le Monde), les quotidiens français rivalisaient d'analogies alarmistes afin de caractériser la *surprenante* issue du premier tour de scrutin présidentiel en France. Contre toute attente, notamment celle des instituts de sondage et des grands médias parisiens, le candidat d'extrême droite, Jean-Marie Le Pen, remportaient 16,86% des suffrages exprimés se hissant ainsi au second tour de l'élection, derrière Jacques Chirac (19,88%), le président de la République sortant, mais devant Lionel Jospin (16,18%), chef du gouvernement depuis 1997 et principal prétendant à l'Élysée. Dès lors, le second tour de l'élection ne devait pas se solder par le traditionnel duel gauche/droite auquel s'était accoutumée la V^o République¹, mais plutôt mettre en scène une troublante confrontation entre les composantes extrême et modérée de la droite française. Comment interpréter ce résultat électoral ? Vient-il confirmer une hypothétique radicalisation de la société française qui choisit le repli frileux et xénophobe afin de se préserver des profondes transformations auxquelles se trouvent confrontées les économies mondialisées ? Traduit-il une crise du système politique français et des institutions de la Cinquième République incapables de s'adapter aux nouveaux défis sociétaux ? Rend-il compte d'une profonde désaffection du politique reposant sur une critique sévère des élites politiques toutes issues du même sein énarchique ?

L'issue *dramatique* de ce premier tour de scrutin ne doit pas nous surprendre ou, pour le dire plus justement, ce qu'il y eut de surprenant au soir de ce 21 avril 2002 ce ne fut pas tant l'importance du vote FN, que la faiblesse de celui pour le candidat Jospin. Ainsi, sans pour autant banaliser le vote extrême, il convient cependant d'en prendre toute la mesure. Trois éléments doivent être conviés à l'analyse afin de porter un regard plus complet sur le phénomène Le Pen qui, conjuguant la triple thématique de la décadence nationale, de l'Étranger fautif et du sauveur providentiel, revêt toutes les caractéristiques du national-populisme. Tout d'abord, le national-populisme n'est pas une nouveauté en France puisque cela fait plus d'un siècle qu'il surgit de façon sporadique sous des formes multiples. Ensuite, le national-populisme n'est pas un phénomène exclusivement français

¹ En effet, depuis l'entrée en vigueur de la constitution du 4 octobre 1958, qui constitue l'acte de naissance de la V^o République dans une France en pleine guerre d'Algérie (1954-1962), sept scrutins présidentiels ont été organisés. Mis à part l'élection présidentielle de cette année et celle de 1969 qui donna lieu, au second tour, à une confrontation entre les candidats des deux partis de la droite modérée : Alain Poher pour la droite non gaulliste et Georges Pompidou pour la droite gaulliste, tous les scrutins présidentiels organisés depuis 1965 ont donné lieu à un duel gauche/droite : Mitterrand/De Gaulle en 1965, Mitterrand/Giscard en 1974, Mitterrand/Giscard en 1981, Mitterrand/Chirac en 1988 et Jospin/Chirac en 1995.



puisqu'il se manifeste, au moins, sur l'ensemble du continent européen. Enfin, le national-populisme aujourd'hui incarné par Le Pen et son parti en France a pour singulière particularité de s'enraciner au sein de l'électorat, soulevant ainsi le problème de l'institutionnalisation de cette pensée radicale d'extrême droite.

Comme le remarque Michel Winock², le national-populisme est une donne de la vie politique française depuis, au moins, la fin du dix-neuvième siècle. C'est en effet au général Boulanger qu'est communément attribuée la paternité d'un tel mouvement qui, dans le contexte de crise parlementaire qui agitait la Troisième République naissante aux prises avec des élans revanchards à l'égard de l'Allemagne, des déconvenues coloniales et de sombres affaires de corruptions et de trafics de décorations, visait la rédemption collective en se jetant dans les bras du sauveur providentiel d'une France décadente accaparée par les Républicains présentés comme avides et corrompus. De 1888 à 1889, le boulangisme dura un peu plus d'un an. Telle une poussée de fièvre emportant le corps social, le national-populisme venait de lancer sa première salve contre le régime politique en place. Depuis il ressurgit, de manière sporadique, faisant de la crise économique, du ressentiment et de la tentation victimaire, le terreau de son épanouissement. L'Affaire Dreyfus, les ligues des années trente, le régime de Vichy du couple Pétain-Laval et la guerre d'Algérie ont été autant d'occasions de sa résurgence sous des figures chaque fois particulières.

Le national-populisme aujourd'hui, déborde largement la réalité française, se manifestant sous des formes nationales spécifiques aux quatre coins du continent européen. Que ce soit la Ligue du Nord en Italie, le FPÖ en Autriche, le Vlaams Blok en Belgique, la Liste Pim Fortyruun aux Pays-Bas, le Parti du Progrès en Norvège, le Parti national Britannique en Angleterre, l'Union Démocratique du Centre en Suisse, l'Union du Peuple allemand ou encore le Parti du Peuple danois, pour ne citer qu'eux, des formations politiques se développent avec plus ou moins de succès sur l'ensemble du Vieux continent en usant de thématiques à la fois xénophobes et populistes, dans un contexte économique souvent difficile, alors que se construit le projet politique européen et que le pluralisme identitaire fondé sur une base culturelle tend à s'affirmer avec force³. Ainsi, le problème que met en évidence la perspective européenne n'est pas tant celui de la résurgence de partis radicaux et xénophobes, mais bien celui de l'institutionnalisation, notamment en Autriche, Italie et désormais aux Pays-Bas, de ces formations nationales-populistes⁴.

La figure actuelle du national-populisme en France est incarnée par Le Pen. Mais, à la différence de ses éphémères manifestations passées, cette forme contemporaine de national-populisme semble s'installer dans l'hexagone et ne pas vouloir refluer. En effet,

² Michel Winock (sous la dir.), *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Seuil, 1994 et M. Winock, «La vieille histoire du national-populisme», *Le Monde*, 12 juin 1987.

³ Jean-Yves Camus, «L'extrême droite en Europe : de l'activisme néofasciste au populisme xénophobe», <http://www-gewi.kfunigraz.ac.at/rpop/material/camus.pdf>

⁴ Gilles Ivaldi, *L'extrême-droite en Europe occidentale*, Paris, La Documentation Française, coll. Problèmes Politiques et Sociaux, n°849, 22 décembre 2000.



le vote FN est maintenant implanté depuis près de vingt ans dans le paysage politique français, oscillant entre 10 et 20% suivant les échéances électorales.

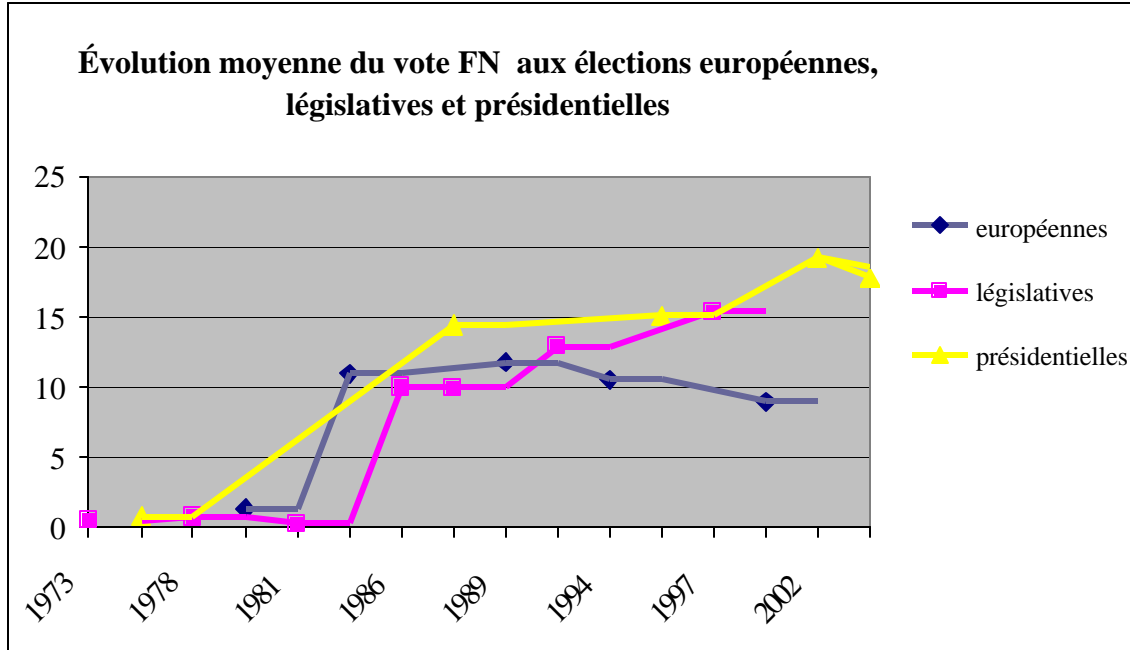
Fruit de la réunion d'activistes violents (membres des mouvements Occident et Ordre nouveau) partisans d'un État fort et hiérarchisé et soucieux de défendre l'Europe et la civilisation occidentale contre «les dangers» du communisme international quant ils ne versaient pas dans l'antisémitisme primaire, et de conservateurs exaltant les valeurs patriotiques traditionnelles du «bon peuple» de France, le Front national émerge en 1972. Baignant dans cet amer mélange, le FN demeurera à l'état groupusculaire jusqu'à ce qu'il s'éloigne de sa tendance néo-nazie, à l'approche des années 80, en tentant d'opérer une curieuse synthèse entre le discours néolibéral valorisant l'initiative individuelle (Club de l'horloge), le courant traditionaliste catholique et la mouvance anti-maghrébine de l'Union solidariste. C'est aux élections européennes de 1984 que le FN fera sa première percée au niveau national. Ce sera la première d'une longue série de *surprises*. L'étude de la répartition géographique de l'électorat frontiste, corrélée avec des enquêtes quantitatives, a conduit les analystes à décrire cette première génération d'électeurs lepenistes comme «une population de "petits blancs" de classe moyenne inférieure, qui aspire à une promotion sociale, se sent menacée par la forte présence immigrée et y voit facilement la cause de tous les maux»⁵. Cet électorat semblait provenir principalement des rangs de la droite classique. Puis, au fil des scrutins, le vote frontiste s'est enraciné, se diffusant dans toutes les couches sociales, transcendant le traditionnel clivage gauche / droite et se nourrissant de la lente agonie du Parti communiste. Aux élections présidentielles de 1995, il devient le premier parti ouvrier de France. C'est parce qu'il tente de rassembler autour de sa personne, en usant de son pouvoir charismatique, ces multiples courants apparemment divergents, que Le Pen a pu se présenter au soir du premier tour de l'élection présidentielle de 2002 comme «socialement à gauche, économiquement à droite et plus que jamais nationalement de France»⁶.

Malgré la guerre intestine opposant l'aspirant Mégret au chef Le Pen, qui a conduit à l'éclatement du parti en 1998, Mégret fondant le Mouvement National Républicain, le FN maintient ses positions, rebondissant à chaque crise sociale ou politique, traduisant ainsi la stabilisation d'un électorat contestataire, sans pour autant, pour le moment et le second tour de l'élection présidentielle de 2002 le confirme, apparaître comme un véritable parti de gouvernement. Le FN demeure un parti tribunicien se nourrissant du ressentiment et de la peur suscités par le chômage et la crise urbaine. «Le vote en faveur du FN est donc avant tout un vote d'opposition aux immigrés et à la classe politique, une expression du mal-être d'une population inquiète devant la crise économique et l'évolution de la société française», comme le souligne Pierre Bréchon⁷.

⁵ Pierre Bréchon, *La France aux urnes. Cinquante ans d'histoire électorale*, Paris, La Documentation française, coll. Les Études, 1998, p.53.

⁶ Jean-Marie Le Pen, allocution télédiffusée sur *France 2*, 21 avril 2002.

⁷ Pierre Bréchon, op. cit., p.69.



Dès lors, la question que nous sommes en droit de nous poser légitimement, c'est combien de temps le FN demeurera cantonné à ce statut de parti fourre-tout et contestataire, trop radical pour entrer au gouvernement ? Combien de temps les Français résisteront à cette entreprise de notabilisation visant à parer de respectabilité, voire d'honnêteté, ce parti extrémiste, notamment en obligeant les *skinheads* de son service d'ordre à revêtir casquettes et à réprimer les effigies et slogans trop haineux ou racistes lors du défilé du 1^{er} mai dernier à Paris ? Combien de temps avant que l'extrême ne devienne ordinaire et que la France suive la voie tracée par Jörg Haider en Autriche, Fini et Bossi en Italie ou encore le parti du défunt Pim Fortuyn aux Pays-Bas ? Combien de temps avant que le FN, à force de durer, ne devienne un respectable parti de gouvernement ?

Il est ainsi aisé de comprendre que le problème qui se pose en France n'est pas tant celui de la manifestation subite d'un vote protestataire, c'est sa persistance et surtout les conséquences de son enracinement. En effet, le vote FN ne peut plus être considéré comme un «coup de gueule» de la part d'une certaine France inquiète, mais plutôt comme l'expression d'une frustration lancinante qui ne passe pas, qui s'enracine et qui trouve un exutoire dans la stigmatisation des immigrés devenus boucs émissaires. Comme l'a démontré René Girard, le bouc émissaire agit sur les rapports humains en focalisant sur lui toutes les haines et frustrations ressenties par la foule. En permettant une véritable catharsis collective, il ramène le calme au sein du corps social⁸. Ainsi, même à l'ère contemporaine, les mécanismes sauvages de la tentation victimaire les plus ancestraux peuvent réapparaître subitement, confirmant ainsi le principe freudien de la

⁸ René Girard, *Le Bouc émissaire*, Paris, Le Livre de Poche, 1994.



«conservation des impressions psychiques⁹». L'homme ne peut renier ses origines, la bête immonde sommeille en chacun de nous quel que soit son stade de raffinement culturel.

Il convient donc de ne pas se leurrer en concentrant notre attention sur la pointe de l'iceberg que constitue le FN. Le Pen incarne le nouveau visage du national-populisme français. Or, ce national-populisme se nourrit du mécontentement social, de l'incapacité des institutions sociales et politiques à faire face aux nouvelles réalités, du rejet des élites politiques qui paraissent déconnectées du peuple qu'elles sont censées servir, de la nation qu'elles sont censées incarner, délégitimant du même coup l'ensemble de l'appareil étatique qui n'apparaît plus comme un instrument d'émancipation collective. Le peuple en colère se cherche alors un chef qui, pense-t-il, saura le sauver de ce troublant chaos en faisant «à la France, le don de [sa] personne pour atténuer son malheur¹⁰».

Concluant son étude sur les fascismes français, Jean Touchard écrivait ceci : «Reste à savoir si la conjoncture d'une humiliation nationale, d'une crise sociale et d'un dégoût général pour la politique et les politiciens ne pourrait pas favoriser, dans un pays occidental, l'avènement d'un fascisme conforme aux lois du genre. Il serait sans doute hasardeux d'écarter catégoriquement une telle éventualité¹¹».

Est-ce vraiment l'abstentionnisme qui mène au fascisme, comme il fut scandé dans les rues entre les deux tours de la dernière élection ? Peut-être. Quant au populisme, il convient moins d'en chercher ses racines dans la démobilisation citoyenne, que dans l'incapacité des élites politiques à initier les réformes sociales qui s'imposent. La nomination de Jean-Pierre Raffarin, homme d'appareil mais non issu du cocon de l'ENA, au poste de Premier ministre afin de préparer les élections législatives à venir apparaît comme une tentative mesquine de rapprochement entre les élites et le peuple. Il faudra cependant bien plus qu'un homme de paille pour faire taire le mécontentement. La campagne pour les législatives à venir pourrait être le moment d'une redéfinition collective des grands enjeux politiques, le lieu des grands débats de société qui s'imposent, au-delà des joutes politiciennes et partisans habituelles, il y va de la santé des institutions démocratiques françaises.

⁹ Sigmund Freud, *Malaise dans la civilisation*, Paris, PUF, 1994.

¹⁰ Discours du Maréchal Pétain, 17 juin 1940.

¹¹ Jean Touchard, *Histoire des idées politiques*, Tome 2, Paris, PUF, coll. Thémis, 12^e éd., 1991, p.815.



Évolution du vote d'extrême droite en France (principalement FN) :

Élections européennes <i>(scrutin de liste à un tour à la proportionnelle)</i>		
	% des suffrages exprimés	Taux d'abstention
1979	1,3 (coalition)	39,3
1984	10,95	43,3
1989	11,73	51,2
1994	10,52	47,3
1999	8,98 (Le Pen+Mégret)	53,2
Élections législatives <i>(scrutin majoritaire uninominal à deux tours)</i>		
	% des suffrages exprimés	Taux d'abstention (au premier tour)
1973	0,52	18,7
1978	0,75	16,8
1981	0,29	29,1
1986	10	21,5
1988	9,93	34,3
1993	12,87	30,8
1997	15,35	32
Élections présidentielles <i>(scrutin majoritaire uninominal à deux tours)</i>		
	% des suffrages exprimés	Taux d'abstention (au premier tour)
1974	0,8 (1 ^{er} tour)	15,8
1981	-	18,9
1988	14,4 (1 ^{er} tour)	18,6
1995	15,1 (1 ^{er} tour)	21,6
2002	19,2 (Le P+M) (1 ^{er} tour) 17,79 (2 ^{ème} tour)	28,4 20,3



Pour aller plus loin :

- Guy Birenbaum, *Le Front national en politique*, Paris, Balland, 1992.
- Jean-Yves Camus, *Le Front national, histoire et analyses*, Paris, Laurens, 1997.
- Jean-Yves Camus et René Monzat, *Les droites nationales et radicales en France*, Lyon, PUL, 1992.
- Ariane Chebel D'Appolonia, *L'extrême droite en France : de Maurras à Le Pen*, Bruxelles, Complexe, 1996.
- Isabelle Cuminal, Maryse Souchart, Stéphane Wahnich et Virginie Wathier, *Le Pen, les mots, analyse d'un discours d'extrême droite*, Paris, La Découverte, 1998.
- Renaud Dély, *Histoire secrète du Front national*, Paris, Grasset, 1999.
- Olivier Guland, *Le Pen, Mégret et les Juifs, l'obsession du "complot mondialiste"*, Paris, La Découverte, mars 2000.
- Guy Konopnicki, *Les filières noires*, Paris, Denoël, 1996.
- Nonna Mayer et Pascal Perrineau (Sous la dir.), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences po., 1996.
- Pascal Perrineau, *Le symptôme Le Pen : radiographie des électeurs du Front national*, Paris, Fayard, 1997.
- Michel Samson, *Le Front national aux affaires, deux ans d'enquête sur la vie municipale à Toulon*, Paris, Calmann-Lévy, 1997.
- Michel Soudais, *Le Front national en Face*, Paris, Flammarion, 1996.

NOTE IMPORTANTE

Si vous désirez citer ce document, nous vous prions de bien vouloir utiliser la référence complète dans le format suivant :

Canet, Raphaël. 22 mai 2002. « La France raciste ou le pourrissement par la tête? Retour sur les élections présidentielles d'avril-mai 2002 en France ». *Chronique de la Chaire MCD*. En ligne. <http://www.chaire-mcd.ca/pdf/chronique/02-05-22_canet.pdf>.

Les idées exprimées dans ce document n'engagent que l'auteur. Elles ne traduisent en aucune manière une position officielle de la Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie.